

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : FORMATION CONTINUE - INDEMNITÉS DE STAGE ET
FRAIS DE TRANSPORT - AVENANT À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS IRFASE**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	8
Annexe 1 - Répartition des places PQFC et PRIC au titre de la rentrée de janvier 2023.....	9
Annexe 2 - Récapitulatif par centre des indemnités de stage et frais de transport 2022-2023 des étudiants en formation masseur-kinésithérapeute et ergothérapeute.....	11
Annexe 3 - Projet d'avenant n° 2 à la convention d'objectifs et de moyens de l'IRFASE.....	13

EXPOSÉ DES MOTIFS

1 Programme de qualification par la formation continue (PQFC) et PRIC : formation d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture

L'intervention régionale pour les demandeurs d'emploi au titre de la formation professionnelle continue d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture consiste à verser une aide régionale aux instituts de formation afin d'assurer la gratuité de la formation pour les demandeurs d'emploi et ainsi de leur permettre d'accéder à ces métiers porteurs d'emploi.

Ce programme est financé dans le cadre du partenariat entre la Région et Pôle emploi et du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) conclu entre l'Etat et la Région, renouvelé pour 2023. La convention triennale 2022-2024 a été adoptée par délibération CP n°2021-450 du 19 novembre 2021.

Afin de préparer la rentrée de janvier 2023 des organismes de formation, la répartition des places par centre de formation a été adoptée par délibération CP 2022-469 du 10 novembre 2022.

Il est proposé d'affecter les crédits correspondant aux 287 places financées dans le cadre de ce dispositif pour la rentrée de janvier 2023 (180 places sont financées sur des crédits au titre du PQFC et 107 places sont financées sur des crédits du PRIC) et d'attribuer une subvention de 2 265 819 € en faveur des centres de formation au titre du programme de formation professionnelle continue.

2 Indemnités des étudiants en formation masseur-kinésithérapeute et ergothérapeute au titre de l'année universitaire 2022-2023

La Région assure le financement des indemnités de stage et des frais de transport aux étudiants masseurs-kinésithérapeutes et ergothérapeutes. La Région attribue une aide régionale à chaque institut de formation, à charge pour lui d'assurer le remboursement aux étudiants.

En Île-de-France, cela concerne 13 instituts de formation en masso-kinésithérapie et 4 instituts de formation en ergothérapie.

Le montant total de l'affectation proposée s'élève à 3 375 260 € au titre de l'année universitaire 2022-2023. La répartition de cette dotation par institut de formation figure en annexe 2 de la délibération. Cette aide régionale permet de couvrir le remboursement de 3 190 étudiants en formation en masso-kinésithérapie et de 599 étudiants en ergothérapie.

En 2023, le montant des aides régionales relative aux indemnités de stage s'élève à 2 005 434 € stable par rapport à l'année 2021-2022. Les frais de transport progressent dans la mesure où les lieux de stages sont parfois éloignés de l'institut de formation. De plus, le barème des indemnités kilométriques a été modifié à la hausse par arrêté du 14 mars 2022.

3 Redéploiement des places formation éducateur spécialisé à l'IRFASE (91) : avenant à la convention d'objectifs et de moyens

Suite au retrait de l'agrément du Centre de Formation de l'Essonne situé à Grigny (91) en date du 18 juillet 2022 pour la formation préparant au diplôme d'Etat éducateur spécialisé, l'IRFASE établissement de formation en travail social situé à Evry (91) à quelques kilomètres de Grigny a accueilli les étudiants du CFE en cours de formation pour assurer la poursuite de leur parcours dès la rentrée de septembre 2022.

Les étudiants n'ont subi aucune interruption de formation. L'offre de formation a été maintenue sur le territoire.

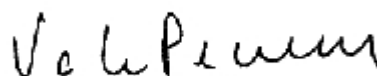
Il convient désormais d'assurer la reprise pérenne des places de formation et de procéder au transfert des capacités de formation du CFE vers l'IRFASE.

L'IRFASE dispose déjà d'un agrément pour cette formation, il est proposé d'acter la reprise de la formation éducateur spécialisé du CFE et d'actualiser l'agrément de l'IRFASE par arrêté de la Présidente pour cette formation qui passe de 125 places à 170 places dont 90 places financées soit une augmentation de 10 places financées.

Afin d'assurer la poursuite de cette formation à l'IRFASE, il est proposé d'approuver un avenant à la convention d'objectifs et de moyens conclue avec cet organisme en novembre 2021 et d'autoriser la présidente du conseil régional à le signer.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : FORMATION CONTINUE - INDEMNITÉS DE STAGE ET FRAIS DE TRANSPORT - AVENANT À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS IRFASE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU le code du travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU le décret du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute ;

VU l'arrêté du 5 juillet 2010 relatif au diplôme d'Etat d'ergothérapeute ;

VU l'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU l'arrêté du 7 avril 2020 relatif aux modalités d'admission aux formations conduisant aux diplômes d'Etat d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture ;

VU l'arrêté du 16 décembre 2020 relatif aux indemnités de stage versées aux étudiants inscrits dans les instituts de formation de certaines professions de santé ;

VU l'arrêté du 12 avril 2021 portant diverses modifications relatives aux conditions d'accès aux formations conduisant aux diplômes d'Etat d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture ;

VU l'arrêté du 10 juin 2021 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'aide-soignant et portant diverses dispositions relatives aux modalités de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU l'arrêté du 10 juin 2021 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture ;

VU l'arrêté régional n°2022-2019 du 18 juillet 2022 relatif au retrait de l'agrément de la formation DEES au Centre de Formation de l'Essonne ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 et à la mise en place du service public régional de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CP 2018-174 du 30 mai 2018 relative à la formation continue des demandeurs d'emploi et à la présentation complémentaire ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-276 du 3 juillet 2019 relatives aux indemnités des étudiants MK et ergo, au partenariat ENKRE, à la subvention 2019 du lycée Rabelais et au PQFC et PACTE ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-449 du 19 novembre 2021 portant renouvellement de la convention d'objectifs et de moyens des organismes de formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2021-450 du 19 novembre 2021 approuvant la convention de financement des formations AS et AP et la convention Etat – Région relative au financement de places en IFSI ;

VU la délibération n° CR 2022-214 du 20 mai 2022 relative à la formation continue AS AP, au financement de l'IFSI Rabelais, aux indemnités de transport MK et Ergo à l'UPEC, et à la convention MK ADERF ;

VU la convention d'objectifs et de moyens n° FSS-SGF-21-449-013-S conclue avec l'IRFASE le 27 janvier 2022 relative au financement des formations du secteur social ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-034 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement des centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue – rentrée de janvier 2023

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue, au subventionnement des formations de la rentrée de janvier 2023 conformément aux montants précisés en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-450 du 19 novembre 2021 et d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération CP 2022-214 du 20 mai 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 2 265 819 €, dont 875 176 € au titre du PRIC, disponible sur le chapitre 932 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 25 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-006 « Formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture », action 12500601 « Formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture » du budget 2023.

Article 2 : Indemnités de stage et frais de transport des étudiants en formation de masso-kinésithérapie et d'ergothérapie au titre de l'année universitaire 2022-2023

Décide d'attribuer aux instituts de formation une dotation régionale d'aide aux étudiants en formation de masso-kinésithérapie et d'ergothérapie correspondant au remboursement des indemnités de stages et des frais de transport, tel que cela figure dans l'annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la dotation aux instituts de formation à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 2019-276 du 3 juillet 2019, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 3 375 260 € disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 27 « Formations sanitaires et sociales », programme HP27-001 « Formations sanitaires », action 12700107 « Indemnités stages et remboursements transports masseur-kinésithérapeute et ergothérapeute » du budget 2023.

Article 3 : redéploiement des places formation éducateur spécialisé à l'IRFASE (91) - avenant à la convention d'objectifs et de moyens

Approuve l'avenant à la convention d'objectifs et de moyens n° FSS-SGF-21-449-013-S conclue avec l'IRFASE le 27 janvier 2022 relative au financement des formations du secteur social, joint en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Répartition des places PQFC et PRIC au titre de la rentrée de janvier 2023

Programme de Qualification pour la formation continue "Aide-soignant - Auxiliaire de puériculture" - Rentrée de janvier 2023

Dpt	Etablissement	Lieu de formation	Ville	Formations dispensées	Rentrée de janvier 2023							
					PQFC janvier 2023			PRIC janvier 2023			Total PQFC + PRIC	
					Nombre de demandeurs d'emploi minimum financés	financement rentrée de janvier 2023	Dossiers IRIS PQFC	Nombre de demandeurs d'emploi minimum financés	financement rentrée de janvier 2023	Dossiers IRIS PQFC	Total	Montant de la subvention
75	ABC PUERICULTURE	ABC PUERICULTURE	PARIS	AP	9	70 866 €	23001472	5	39 370 €	23001492	14	110 236 €
	ASSISTEAL Formation	ASSISTEAL Formation	PARIS	AS	24	223 608 €	23001473	24	223 608 €	23001493	48	447 216 €
TOTAL 75					33	294 474 €		29	262 978 €		62	557 452 €
77	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AS	9	72 765 €	23001474	7	56 595 €	23001494	16	129 360 €
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AP	6	48 510 €	23001475	4	32 340 €	23001495	10	80 850 €
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Simone Signoret	VAUX LE PESNIL	AP	10	80 850 €	23001476	2	16 170 €	23001496	12	97 020 €
	IFAC	IFAC	COMBS LA VILLE	AP	10	67 290 €	23001483	4	26 916 €	23001503	14	94 206 €
TOTAL 77					35	269 415 €		17	132 021 €		52	401 436 €
78	DOMEA	DOMEA	SAINT REMY LES CHEVREUSE	AS	9	58 491 €	23001480	4	25 996 €	23001500	13	84 487 €
	Ecole Jeanne Blum	Ecole Jeanne Blum	JOUY EN JOSAS	AS	10	87 000 €	23001477	4	34 800 €	23001497	14	121 800 €
	Lycée Viollet Le Duc - GRETA des Yvelines	Lycée Henri Matisse	TRAPPES	AS	5	40 425 €	23001478	8	64 680 €	23001498	13	105 105 €
	Lycée Viollet Le Duc - GRETA des Yvelines	Lycée Henri Matisse	TRAPPES	AP	5	40 425 €	23001479	2	16 170 €	23001499	7	56 595 €
	IFAC	IFAC	ELANCOURT	AP	9	60 561 €	23001484	5	33 645 €	23001504	14	94 206 €
TOTAL 78					38	286 902 €		23	175 291 €		61	462 193 €
92	AFPS	AFPS	VILLENEUVE LA GARENNE	AS	2	17 996 €	23001481	9	80 982 €	23001501	11	98 978 €
	IFAC	IFAC	ASNIERES	AP	6	40 374 €	23001482	6	40 374 €	23001502	12	80 748 €
	SGM	SGM	SURESNES	AP	12	91 200 €	23001485	5	38 000 €	23001505	17	129 200 €
TOTAL 92					20	149 570 €		20	159 356 €		40	308 926 €
93	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Henri Sellier	LIVRY GARGAN	AS	9	72 765 €	23001486	6	48 510 €	23001506	15	121 275 €
TOTAL 93					9	72 765 €		6	48 510 €		15	121 275 €
94	IINFA	INFA	CHAMPS SUR MARNE	AS	17	91 137 €	23001487	0	0 €	23001507	17	91 137 €
	INFA	INFA	CHAMPS SUR MARNE	AP	10	80 850 €	23001488	0	0 €	23001508	10	80 850 €
TOTAL 94					27	171 987 €		0	0 €		27	171 987 €
95	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Camille Pissaro	PONTOISE	AS	5	40 425 €	23001489	3	24 255 €	23001509	8	64 680 €
	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Camille Pissaro	PONTOISE	AP	5	40 425 €	23001490	5	40 425 €	23001510	10	80 850 €
	Lycée Gustave MONOD - GRETA du Val d'Oise	Lycée Nadia & Ferdinand Léger	ARGENTEUIL	AP	8	64 680 €	23001491	4	32 340 €	23001511	12	97 020 €
TOTAL 95					18	145 530 €		12	97 020 €		30	242 550 €
TOTAL Ile-de-France					180	1 390 643 €		107	875 176 €		287	2 265 819 €

**Annexe 2 - Récapitulatif par centre des indemnités
de stage et frais de transport 2022-2023 des
étudiants en formation masseur-kinésithérapeute et
ergothérapeute**

**TABLEAU RECAPITULATIF DES AIDES REGIONALES
POUR LE REMBOURSEMENT DES INDEMNITES DE STAGE ET DES FRAIS DE TRANSPORT - ANNEE UNIVERSITAIRE 2022-2023**

Centre de formation	Statut	Adresse	Commune et CP	Effectif 2022/2023	Indemnités de stage	Frais de transport	Total (en €)	Numéro de dossier IRIS
IFMK de l'AP/HP Pitié Salpêtrière	Public	44 rue Jenner	75013 PARIS	210	115 752	12 400	128 152	22008781
Ecole Supérieure de Masseurs- Kinésithérapeutes - Ecole DANHIER	Privé	75 rue de Saint-Denis	93400 SAINT- OUEEN	334	184 344	143 950	328 294	22008788
ADERF Ecole de Kinésithérapie de Paris	Privé	107 rue de Reuilly	75012 PARIS	326	177 960	120 000	297 960	22008780
IFMK EFOM	Privé	118 bis rue de Javel	75015 PARIS	386	210 888	105 000	315 888	22008789
IFMK Ecole d'ASSAS	Privé	4/6, Villa Thoréton	75015 PARIS	531	254 772	271 700	526 472	22008787
IFMK Saint-Michel	Privé	68 rue du Commerce	75015 PARIS	214	117 456	116 400	233 856	22008790
IFMK CEERRF	Privé	36 rue Pinel	93200 SAINT- DENIS	348	156 672	178 378	335 050	22008795
IFMK de l'ENKRE - Hôpitaux de Saint- Maurice	Public	12 rue du Val d'Osne	94410 SAINT- MAURICE	423	219 092	77 042	296 134	22008792
IFMK Valentin Hauý	Privé	9 rue Duroc	75007 PARIS	71	37 344	12 415	49 759	22008783
IFMK Paul Guinot	Privé	24-26 bd Chastenot de Géry	94814 VILLEJUIF	50	30 372	4 200	34 572	22008782
IFMK du Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan-les-Mureaux	Public	1 rue du Fort	78250 MEULAN- LES-MUREAUX	127	69 096	56 696	125 792	22008785
Institut de formation en masseur- kinésithérapeute de l'Université de Paris Est Créteil	Public	Route forestière Hurtault	77300 FONTAINEBLEA U	88	44 052	38 580	82 632	22008794
IFMK de l'Est Francilien	Privé	17 rue Jablinot	77100 MEAUX	82	36 696	38 656	75 352	22008791
				3 190		Sous-total masseur kiné	2 829 913	
ADERE Institut de formation en ergothérapie	Privé	52 rue de Vitruve	75020 PARIS	157	95 898	47 015	142 913	22008779
IFE ASSAS	Privé	4/6, Villa Thoréton	75015 PARIS	90	50 304	57 970	108 274	22008786
IFE du Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan-les-Mureaux	Public	1 rue du Fort	78250 MEULAN- LES-MUREAUX	115	65 392	34 424	99 816	22008784
Institut de formation en ergothérapie de l'Université de Paris Est Créteil	Public	61 av. du Général de Gaulle	94010 CRETEIL	237	139 344	55 000	194 344	22008793
				599		Sous-total ergothérapeute	545 347	
TOTAL				3 789			3 375 260	

Annexe 3 - Projet d'avenant n° 2 à la convention d'objectifs et de moyens de l'IRFASE

**AVENANT N°2 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
N°FSS-SGF-21-449-013-S
relative au financement des centres de formation dispensant des formations du
secteur social**

Entre :

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération n° CP 2023-034 du 25 janvier 2023

Ci-après dénommée « *la Région* »

ET

Nom du bénéficiaire : IRFASE – Institut de Recherche et de Formation à l'Action Sociale de l'Essonne

Statut juridique : Association loi 1901

Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)

Enregistré auprès de la Préfecture de : L'Essonne

Adresse du siège social : 5 Terrasses de l'Agora – 91034 EVRY - COURCOURONNES

Représenté par : Monsieur Pierre TEISSERENC

Titre : Président

En vertu de la délégation du président du conseil d'administration

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

Ensemble dénommés « Les Parties »

APRES AVOIR RAPPELE :

L'IRFASE, créé depuis plus de 30 ans, est agréé par la région Île-de-France pour dispenser notamment la formation préparant au diplôme d'Etat éducateur spécialisé (DEES).

Le 27 janvier 2022, la Région a conclu avec l'IRFASE une convention d'objectifs et de moyens n°FSS-SGF-21-449-013-S relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social. Elle finance, dans ce cadre et dans le respect des critères d'éligibilité des statuts des étudiants, la formation au diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé.

Le 7 juillet 2022, un avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens n°FSS-SGF-21-449-013-S, relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social, a été conclu avec l'IRFASE en vue du versement par la Région à ce bénéficiaire du solde de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année 2022.

Suite au retrait de l'agrément régional relatif à la formation DEES au Centre de Formation de l'Essonne (arrêté n°2022-2019 du 18/07/2022) situé à Grigny (91), il a été décidé de redéployer les étudiants du CFE vers l'IRFASE. L'établissement accueillera ainsi, à partir de l'année universitaire 2022-2023, 45 étudiants « éducateurs spécialisés » supplémentaires dont 10 en formation initiale et 35 en formation continue.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

Au point 4 « Formations et effectifs » de l'annexe 1 « Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement – Formations de niveau 6 et supérieurs, les mots : « 125 places agréées dont 80 places financées », sont remplacés par les mots : « 170 places agréées dont 90 places financées ».

ARTICLE 2 :

Le présent avenant prend effet à compter du transfert, soit à compter du 1^{er} janvier 2023 conformément à l'arrêté pris par la présidente du conseil régional n°

ARTICLE 3 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale et ses annexes, l'avenant n°1 à cette convention initiale, ainsi que le présent avenant.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres stipulations de la convention demeurent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en deux exemplaires originaux.

Le

Le

Pour le bénéficiaire
Nom, Prénom du signataire
Qualité
(signature et cachet de l'organisme)

La Présidente du Conseil Régional,
Par délégation,